

## [ARTICLE 416.]

qui ils appartenaien. Mais si, avant que je le lui eusse restitué, mon bâtiment venait à être démoli, il recouvrait le domaine de ces matériaux qui s'en trouvaient séparés.

C'est ce que nous apprenons de Gaius : *Quum in suo loco alienâ materiâ ædificaverit, ipse dominus intelligitur ædificiî, quia omne quod inædificatur solo cedit ; nec tamen ideó is qui materiæ dominus fuit, desiit ejus dominus esse ; tantisper neque vindicare eam potest, neque ad exhibendum de eâ agere, propter Legem Duodecim-Tabularum, quâ cavetur ne quis tignum ædibus suis junctum eximere cogatur, sed duplum pro eo præstet. Appellatione autem tigni omnes materiæ significantur ex quibus ædificia fiunt. Ergó si ex aliquâ causâ dirutum sit ædificium, poterit materiæ dominus nunc eam vindicare et ad exhibendum agere ; L. 7, § 10, ff. de Acq. rer. dom.*

Dans notre droit français nous suivons cette décision de la Loi des Douze-Tables, sauf la peine du double, qui n'y est pas en usage. On se contente dans notre droit, de condamner celui qui a employé dans son bâtiment des matériaux qui ne lui appartenaien pas, à rendre à celui à qui ils appartenaien, le prix qu'ils valent, suivant l'estimation qui en doit être faite par experts.

---

\* Demolombe, sur art. 554, C. N. } 658. La première hypothèse, que nous allons examiner, est régie par l'article 554, dont voici les termes :

“ Le propriétaire du sol, qui a fait des constructions, plantations et ouvrages, avec des matériaux qui ne lui appartenaien pas, doit en payer la valeur ; il peut aussi être condamné à des dommages-intérêts, s'il y a lieu ; mais le propriétaire des matériaux n'a pas le droit de les enlever.”

Cette disposition, rigoureuse à première vue, et qui semble porter une grave atteinte au droit de propriété, nous paraît néanmoins pouvoir être expliquée et justifiée par deux motifs